

STERIA SA

Comptes de l'exercice 2013

Conseil d'administration du 7 mars 2014

BILAN STERIA AU 31/12/2013

ACTIF

Rubriques	Montant brut	Amortissements	En milliers d'euros	
			31/12/2013	31/12/2012
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Concessions, brevets et droits similaires	9 638	8 141	1 496	1 947
Fonds Commercial	0	0	0	260
Autres immobilisations incorporelles	2 893	0	2 893	303
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Installations techniques, matériel, outillage	1 016	989	28	67
Autres immobilisations corporelles	44 795	21 864	22 932	25 090
Immobilisations en cours	1 519	0	1 519	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participation	221 161	3 762	217 399	410 378
Autres titres immobilisés	3	0	3	3
Prêts	3 478	0	3 478	2 701
Autres immobilisations financières	7 759	0	7 759	517
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	292 262	34 756	257 506	441 267
STOCKS ET EN-COURS				
En-cours de production de services	18 731	0	18 731	8 095
Avances et acomptes versés sur commande	776	0	776	453
CREANCES D'EXPLOITATION				
Créances clients et comptes rattachés	165 598	109	165 490	205 003
Autres créances d'exploitation	14 691	0	14 691	14 606
Autres créances diverses	29 034	0	29 034	13 012
DIVERS				
Valeur mobilières de placement	0	0	0	24
Disponibilités	2 764		2 764	1 447
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	4 795	0	4 795	2 832
TOTAL ACTIF CIRCULANT	236 389	109	236 280	245 472
Ecart de conversion actif	12	0	12	1
TOTAL ACTIF	528 663	34 864	493 799	686 741

BILAN STERIA AU 31/12/13

PASSIF

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2013	31/12/2012
Capital social ou individuel dont versé : 14 877	14 877	14 877
Primes d'émission, de fusion, d'apport	106 633	106 633
Ecarts de réévaluation dont écart d'équivalence :	0	189 812
Réserve légale	1 488	1 488
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	145	145
Autres réserves	7 574	7 574
Report à nouveau	2 310	49 993
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-14 774	-26 871
CAPITAUX PROPRES	118 253	343 650
Provisions pour risques	11 653	2 398
Provisions pour charges	19 422	17 902
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	31 074	20 300
DETTES FINANCIERES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	75 351	54 299
Emprunts et dettes financières divers	44 346	30 965
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 885	68 019
Dettes fiscales et sociales	135 504	144 581
Autres dettes d'exploitation	1 596	2 259
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 982	2 608
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	19 807	20 058
TOTAL DETTES	344 471	322 789
Ecart de conversion passif	1	1
TOTAL PASSIF	493 799	686 741

COMPTE DE RESULTAT STERIA AU 31/12/13

En milliers d'euros

Rubriques	France	Exportation	31/12/2013	31/12/2012
VENTES DE MARCHANDISES				
PRODUCTION VENDUE				
Ventes				
Travaux	1 236	4 514	5 750	6 963
Services	550 926	18 098	569 025	612 873
CHIFFRES D'AFFAIRES NET	552 162	22 612	574 774	619 836
PRODUCTION STOCKEE				
En-cours de production de services			10 636	0
Production immobilisée			1 735	
Subventions d'exploitation			29	700
Reprise sur amortissements et provisions			2 117	2 694
Transferts de charges			0	0
Autres produits			5 538	7 360
PRODUITS D'EXPLOITATION			594 828	630 590
CONSOMMATION EN PROVENANCE DES TIERS				
Autres achats et charges externes			148 673	166 842
- Achats de sous-traitance			76 361	100 496
- Achats non stockés matières premières et fournitures			4 630	3 100
- Services extérieurs				
- Personnel extérieur			5 336	5 965
- Autres services extérieurs			62 346	57 281
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES			25 056	25 763
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			276 414	274 793
Charges sociales			127 654	126 852
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
Dotations aux amortissements des immobilisations			6 396	6 112
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations			268	157
Dotations aux provisions sur actif circulant			0	0
Dotations aux provisions pour risques et charges			4 110	3 159
AUTRES CHARGES			7 606	7 127
CHARGES D'EXPLOITATION			596 178	610 806
RESULTAT D'EXPLOITATION			-1 349	19 784

COMPTE DE RESULTAT STERIA AU 31/12/13 (suite)

En milliers d'euros

Rubriques	31/12/2013	31/12/2012
Produits financiers de participation	6 135	17 955
Produits des autres valeurs mobilières de placement et créances de l'actif immobilisé	264	281
Autres intérêts et produits assimilés	393	757
Reprises sur provisions et transferts de charges	22	0
Différences positives de change	114	31
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	1	55
PRODUITS FINANCIERS	6 929	19 080
Dotations financières aux amortissements et provisions	2 991	4
Intérêts et charges assimilées	2 374	1 898
Différences négatives de change	124	81
CHARGES FINANCIERES	5 489	1 982
RESULTAT FINANCIER	1 440	17 096
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	91	36 880
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	5	2 800
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS EN CAPITAL	0	572
Produits des cessions d'éléments d'actif	0	572
REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES	2 828	14 485
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 833	17 857
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	21 563	27 643
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS EN CAPITAL	606	58 064
Valeur comptable des éléments immobiliers et financiers cédés	606	58 064
DOTATIONS EXCEPTIONNELLES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	11 176	2 755
Dotations aux amortissements et autres provisions	11 176	2 755
CHARGES EXCEPTIONNELLES	33 345	88 462
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-30 512	-70 605
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	0	0
Intéressement	0	2 329
Impôts sur les bénéfices	-15 648	-9 183
TOTAL PRODUITS	604 590	667 527
TOTAL CHARGES	619 364	694 398
BENEFICE OU PERTE	-14 774	-26 871

S T E R I A

Société Anonyme au Capital de 14.876.895 €

Immatriculation au Registre du Commerce de Versailles

sous le N° B 309.256.105

ANNEXE

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2013 affiche un total de 493.799.143 €. Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, affiche un total des produits de 604.590.268 €, un total des charges de 619.363.956 € et une perte nette de 14.773.687 €.

Ces comptes couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes.

Il est établi un bilan et un compte de résultat consolidés au niveau du Groupe Steria SCA.

La société Steria, elle-même, est consolidée par intégration globale chez :

Dénomination sociale	:	GROUPE STERIA SCA
Siège Social	:	43-45 quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux
N° SIRET	:	344 110 655 00026
Code NAF	:	7010Z
Forme	:	Société en Commandite par Actions
Capital social	:	33.156.692 €

SOMMAIRE

➤	Description des activités.....	p.8
➤	Faits caractéristiques de l'exercice.....	p.8
➤	Note 1 – Complément d'information et engagements financiers.....	p.10
➤	Note 2 – Règles et méthodes comptables.....	p.11
➤	Note 3 – Notes aux états financiers.....	p.14
➤	Note 4 – Engagements hors bilan.....	p.25
➤	Note 5 – Liste des filiales et participations.....	p.27
➤	Note 6 – Effectif moyen.....	p.28
➤	Note 7 – Capacité d'autofinancement.....	p.28
➤	Note 8 – Tableau de financement.....	p.29
➤	Note 9 – Evènements post-clôture.....	p.30

Description des activités de STERIA

La société STERIA a pour vocation de fournir aux entreprises et organismes publics des solutions de systèmes d'information leur permettant de s'adapter aux évolutions rapides de leur environnement économique ou réglementaire. STERIA propose des services de transformation des processus métiers de ses clients (Conseil IT, Conseil métier, Intégration de systèmes) mais également grâce à sa capacité à prendre en charge la gestion de ses systèmes et de ses processus (Maintenance Applicative, Gestion des Infrastructures Informatiques, Business Process Outsourcing)

Faits caractéristiques de l'exercice :

1) La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Depuis le 1^{er} janvier 2013, cette méthode est également retenue pour évaluer les titres de participation, en lieu et place de la méthode d'évaluation par équivalence. La société a en effet abandonné cette méthode dérogatoire dans le cadre d'un changement de méthode comptable pour revenir à la méthode des coûts historiques. Ce changement étant réalisé au 1^{er} janvier 2013, il a une incidence sur les capitaux propres d'ouverture ainsi que sur la valeur des titres (valeur brute et dépréciation) à cette date. Les impacts sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

	31/12/2012	Impact Capitaux Propres	01/01/2013
Titres de participation	409 457	- 189 812	219 645
Dépréciations	-	- 812	- 812
Capitaux propres	343 650	- 190 624	153 026

2) Conformément à la loi, à compter du 1^{er} janvier 2013 la société Steria bénéficie d'un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), à ce titre et selon les règles de calcul en vigueur un montant de 6,6 M€ a été comptabilisé en crédit d'impôt sur l'exercice 2013.

3) Au cours de décembre 2013, le Groupe a mis en œuvre un programme de titrisation de créances commerciales. Ce programme est géré centralement par Groupe Steria SCA pour une durée de cinq années et permet à certaines entités opérationnelles au Royaume-Uni et en France de céder mensuellement un volume global de créances pouvant atteindre un équivalent de 70 millions d'euros. Concernant Steria SA le volume global de créances peut atteindre 65 millions d'euros. L'organisation et la structure du programme a conduit à transférer la propriété des créances à l'établissement bancaire et donc à sortir ces créances du bilan.

Au 31 décembre 2013, le montant des créances déconsolidées au travers de ce programme s'élève à 31.782 milliers d'euros en France pour Steria.

4) A la fin de l'exercice 2013, Steria a procédé à la cession de 17.8 millions d'euros de créances commerciales sans recours dont 1.8 millions d'euros de règlements clients ont été reçus au 31/12/2013. La cession a conduit à transférer la propriété des créances à l'établissement bancaire et donc à sortir ces créances du bilan .

5) La fin de l'année 2013 a été marquée par l'annonce du Gouvernement de la suspension de mise en service de l'EcoTaxe (annonce du 29 Octobre 2013). L'exécution du contrat se poursuit.

Le 08 Novembre 2013, l'Etat a constaté la fin des opérations de VABF avec des points à corriger sur l'homologation des chaînes de collecte et contrôle. Les corrections ont été apportées, permettant le prononcé de VABF le 16 Janvier 2014. Le rapport de VSR a été communiqué à l'Etat qui le traite dans les délais contractuels (2 mois).

En parallèle, Steria a adressé à son client Ecomouv' D&B un dossier de réclamation portant sur un total de 10,5 M€ au titre de travaux complémentaires réalisés sur 2013 en sus du périmètre couvert par le contrat.

Compte tenu de cette situation compliquée et politique, les options comptables de fin d'année sur ce contrat ont été prises visant à :

- Constater en travaux en cours les charges engagées sur les travaux de maintenance et exploitation en 2013
- Constater en chiffre d'affaires 10 M€ sur les 10,5 M€ réclamés au titre des prestations de construction (« build »)
- Sécuriser le dénouement du dossier en constatant une provision pour risques de 8 M€ au titre de la négociation ci-dessus.

6) L'Assemblée Générale de Steria du 27 mai 2013 a décidé la distribution d'un dividende au titre de 2012 de 20.000.000 €, dividende versé en juillet 2013.

7) Par décision de l'actionnaire unique en date du 30 octobre 2013, la société STERIA ASIA (filiale à 100% de la société Steria) a fait l'objet d'une augmentation du capital de 1.000.000 \$ Singapouriens avec émission de 1.000.000 actions d'une valeur de 1 \$Singapouriens. La valeur brute des titres ainsi détenus par STERIA SA (actionnaire unique) de la société STERIA ASIA est passée de 596.115 € à 1.189.587 €.

8) Principaux éléments du Résultat Exceptionnel

- Une partie des charges exceptionnelles correspond à des charges de restructuration liées à l'adaptation des ressources dans le cadre de la réorganisation de l'offre de services, pour un montant de (19.282) milliers d'euros, dont (1.416) milliers d'euros sont comptabilisés en provision pour restructuration.
Une reprise de provision liée à l'adaptation des ressources dans le cadre de la réorganisation de l'offre de services a été comptabilisée pour un montant de 1.359 milliers d'euros.
- Une charge non récurrente liée aux locaux vacants des différents sites de Nanterre, Nantes, Roanne, Sophia et Vélizy a été comptabilisée en charges exceptionnelles pour un montant de (3.208) milliers d'euros, dont (480) milliers d'euros en dotation aux provisions.
Une reprise de provision liée aux locaux a été comptabilisée pour un montant de 1.469 milliers d'euros.
- Une charge non récurrente liée à un complément de coût sur la cession de la filiale Steria Iberica a été comptabilisé en charges exceptionnelles pour un montant de (1.660) milliers d'euros dont (1.280) milliers d'euros en dotation aux provisions.
- Une dotation exceptionnelle aux provisions liée au projet ECOTAXE a été comptabilisée pour un montant de (8.000) milliers d'euros (cf 5))

A la clôture de l'exercice le montant total des provisions à caractère exceptionnel s'élève à 11.176 K€.

**Note 1 - COMPLEMENT D'INFORMATION
ET ENGAGEMENTS FINANCIERS**

Tous les tableaux sont présentés en milliers d'Euro sauf indication contraire.

Le capital social est de 14.876.895 € et se divise en 991.793 actions de 15 € de nominal chacune. La société ne détient aucune de ses propres actions.

La société Steria fait partie d'un groupe d'intégration fiscale dont la société Groupe Steria SCA est la tête de groupe, l'option retenue laisse à la charge de la société l'imposition qui aurait été la sienne si elle n'avait pas été dans le périmètre d'intégration fiscale. Il n'y a pas de différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt pour le paiement duquel l'entreprise est solidaire suite à l'intégration fiscale.

La réintégration portant sur les catégories de frais généraux visés à l'article 27 de la Loi du 12 juillet 1965, s'élève à 26.695 €.

Les membres du Conseil d'Administration n'ont perçu aucun jeton de présence sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013.

Aucune rémunération n'a été versée à Monsieur François Enaud, Président Directeur Général, sur cette même période. Compte tenu de l'absence de cumul avec un contrat de travail, aucun engagement de retraite n'a été pris à son égard.

L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes n'est pas communiquée car elle est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés de Groupe Steria SCA.

Note 2 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**2.1. Principes comptables**

Les états sont présentés en milliers d'euros. Les comptes sociaux de Steria sont établis conformément au Plan Comptable Général 1999 et aux principes comptables généralement admis en France :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2. Méthodes comptables

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1. - Comptabilisation du Chiffre d'affaires

Les contrats de services se répartissent en trois familles :

- les contrats d'assistance technique et de maintenance qui sont facturés sur la base du temps passé, des achats et des dépenses effectués : le chiffre d'affaires est égal à la facturation et la marge est déagée au prorata des coûts engagés ;
- les contrats au forfait qui sont facturés lors d'étapes prédéfinies et dont le chiffre d'affaires et la marge sont dégagés suivant la méthode de l'avancement des travaux pour les constructions de solutions. Ce principe entraîne la comptabilisation de produits constatés d'avance ou de factures à établir lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux. Si des incertitudes existent concernant l'acceptation par le client, le chiffre d'affaires n'est reconnu qu'à hauteur des coûts engagés récupérables ;
- les contrats au forfait qui sont facturés lors d'étapes prédéfinies et dont le chiffre d'affaires et la marge sont dégagés sur la base de services rendus pour les contrats de service. Ce principe entraîne la comptabilisation de produits constatés d'avance ou de factures à établir lorsque la facturation n'est pas en phase avec les services rendus. Par ailleurs, des coûts engagés dans la phase de démarrage d'un contrat peuvent être reconnus au bilan comme travaux en cours quand ils sont liés à des activités futures du contrat et à condition qu'il soit probable qu'ils généreront des avantages économiques futurs. Les travaux en cours sont comptabilisés pour leur coût direct de production et n'incorporent ni frais administratifs ni frais commerciaux.

Si le résultat réestimé d'un contrat est déficitaire, la perte à terminaison est systématiquement provisionnée dans le poste provisions pour risques et charges.

Les prestations réalisées mais non encore facturées sont comptabilisées en créances clients et comptes rattachés.

Les prestations facturées par Steria à ses clients mais non encore réalisées sont comptabilisées en produits constatés d'avance.

Les paiements partiels reçus sur contrats, avant que les travaux correspondants n'aient été exécutés, sont comptabilisés en avances et acomptes reçus au passif.

Les prestations facturées à Steria par des prestataires externes sont comptabilisées en charges constatées d'avance si elles ne sont pas encore réalisées.

Le chiffre d'affaires déterminé selon la méthode de l'avancement repose sur l'estimation des coûts à terminaison d'un contrat. Cette estimation est susceptible d'être modifiée lors des périodes ultérieures et d'entraîner des ajustements de chiffre d'affaires et éventuellement des provisions pour pertes à terminaison.

2.2.2. - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des logiciels acquis par Steria SA et des brevets, qui sont amortis sur une période de 3 ans linéaires.

Les frais de recherche et développement internes sont, de façon générale, enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils ont été engagés.

2.2.3. - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition).

Les provisions pour dépréciation sont calculées uniquement sur le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité prévue et de la nature du bien.

Les durées d'amortissement retenues pour les immobilisations acquises sont généralement les suivantes :

▪ Agencements	7 à 10 ans
▪ Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans
▪ Matériel informatique (micro-ordinateurs type PC, petit matériel de bureau)	3 ans
▪ Autres équipements informatiques	5 ans

2.2.4. – Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, y compris frais d'acquisition).

A la clôture de chaque exercice, une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

La valeur d'utilité est estimée sur la base de plusieurs critères dont les principaux sont :

- les capitaux propres consolidés
- les flux de trésorerie futurs

2.2.5. – Stocks et travaux en cours

Des coûts engagés dans la phase de démarrage d'un contrat peuvent être différés sur la durée du contrat et reconnus au bilan comme travaux en cours quand ils sont liés à des activités futures et à condition qu'il soit probable qu'ils généreront des avantages économiques futurs.

Les travaux en cours sont comptabilisés pour leur coût direct de production et n'incorporent ni frais administratifs ni frais commerciaux.

2.2.6. – Clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur de réalisation devient inférieure à la valeur comptable.

Une dépréciation est constatée dès qu'apparaît une perte probable concernant des créances certaines dans leur principe, mais dont le recouvrement serait incertain.

En cas de cession de créance, lorsque le programme permet le transfert de propriété des créances à l'établissement bancaire, ces dernières sont sorties du bilan.

2.2.7. – Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur d'inventaire. Toute moins-value latente est comptabilisée sous forme d'une provision pour dépréciation.

2.2.8. – Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour la société. Elles peuvent comprendre notamment des provisions destinées à faire face à des risques commerciaux (coût estimé des dépenses de garantie, « pertes à terminaison » sur certains contrat long terme) et des coûts liés au personnel (coûts de restructuration, avantages postérieurs à l'emploi qui couvrent les engagements en matière de retraite, compléments de retraite et indemnités assimilés).

2.2.9. – Avantages postérieurs à l'emploi- Comptabilisation des engagements de retraite

Les cotisations versées dans le cadre des régimes à prestations définies sont constatées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les engagements résultant des conventions collectives applicables au sein du groupe sont comptabilisés sous la rubrique "Provisions pour risques et charges". Ils sont calculés, salarié par salarié, en tenant compte de l'actualisation des salaires, de la probabilité d'espérance de vie et de la présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite. Le régime est en régime de retraite avec salaires fin de carrière.

L'engagement est calculé par la méthode des Unités de crédits Projetées.

En application de la recommandation 2003-R01 du CNC, les écarts actuariels représentant plus de 10% du montant des engagements sont amortis sur la durée résiduelle moyenne de présence des salariés au sein de la société. Les écarts actuariels représentant moins de 10% ne sont pas comptabilisés.

Note 3 - EXPLICATIONS SUR LES ETATS FINANCIERS SOCIAUX

3.1. Immobilisations incorporelles

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

	31/12/2012	Acquisitions	Cessions Mises au rebut	31/12/2013
Concessions, brevets, licences, informatique, logiciels	9 600	542	504	9 638
Fonds commerciaux	260	0	260	0
Autres immobilisations incorporelles	303	2 590	0	2 893
Valeurs brutes	10 163	3 131	764	12 530

	31/12/2012	Dotations	Reprises	31/12/2013
Concessions, brevets, licences, informatique, logiciels	7 653	856	368	8 141
Fonds commerciaux	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Amortissements	7 653	856	368	8 141

3.2. – Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles sur l'exercice se présente comme suit :

Brut	31/12/2012	Acquisitions	Cessions Mises au rebut	31/12/2013
Installations techniques	1 016	0	0	1 016
Agencements, matériels de bureau et informatique, mobilier, matériels de transport et autres immobilisations corporelles	42 592	3 552	1 348	44 795
Immobilisations en cours	0	1 519	0	1 519
Avances et acomptes	0	0	0	0
Valeurs brutes	43 608	5 071	1 348	47 331

Amortissement	31/12/2012	Dotations	Reprises	31/12/2013
Installations techniques	949	39	0	989
Agencements, matériels de bureau et informatique, mobilier, matériels de transport et autres immobilisations corporelles	17 501	5 500	1 138	21 864
Amortissements	18 451	5 540	1 138	22 853

3.3.- Immobilisations financières**3.3.1. Participations**

	VB au 31/12/12	Changement de méthode (2)	VB au 01/01/2013	Acquisitions ou augmentations	Cession ou mises au rebut ou diminutions	VB au 31/12/13
Participationse (1) (2)	409 456	-	189 812	219 644	593	220 237
Autres titres de participations	923		923			923
Total Titres de participations	410 378	-	189 812	220 567	593	221 161

(1) cf note (5) liste des filiales et participations

(2) Changement de méthode de valorisation des titres de participation. Cf faits caractéristiques note (1)

L'augmentation de 593 K€ correspond à l'augmentation de Capital de Steria Asia cf faits caractéristiques note 7

3.3.2. Tableau de variation des dépréciations sur participations

	Dépréciations au 31/12/12	Changement de méthode (1)	Dépréciations 01/01/2013	Augmentations	Diminutions	Dépréciations 31/12/13
Participations (1)		812	812	2971	-22	3761
Autres titres de participations	2		2			2
Total dépréciations	2	812	814	2971	-22	3763

(1) Changement de méthode de valorisation des titres de participation. Cf faits caractéristiques note (1)

3.3.3. Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont composées des éléments suivants :

- Prêts envers la société ECOMOUV dans le cadre du contrat ECOTAXE pour 3.478 milliers d'euros
- Un dépôt de garantie auprès de Groupe Steria SCA dans le cadre du programme de Titrisation pour 7.759 milliers d'euros.

3.4. Stock et en cours

Les en-cours de production correspondent aux coûts engagés dans la phase de démarrage d'un contrat et reconnus au bilan. Ils s'élèvent à 18.731 K€ au 31/12/2013.

	31/12/2012	Augmentation	Diminution	31/12/2013
En-cours de production	8 095	14 258	(3 622)	18 731
Total stock	8 095	14 258	(3 622)	18 731

En date du 31 décembre 2013 Steria a décidé, compte-tenu du contexte politique incertain entourant le projet ECOTAXE, de capitaliser les coûts afférents à des prestations de service réalisées pour une valeur 10.117 milliers d'euros. cf faits caractéristiques note (5)

3.5. Créances d'exploitation

Les créances d'exploitation au 31 décembre 2013 sont toutes à moins d'un an et se décomposent de la manière suivante :

	31/12/2013	31/12/2012
Créances clients-Valeur brute (dont effet de commerce 106)	94 111	123 599
Factures à établir	71 488	81 658
Provisions	(109)	(253)
Clients et comptes rattachés	165 490	205 003
Fournisseurs débiteurs	2 056	2 508
Personnel et organismes sociaux	685	654
Etat et collectivités locales	11 161	10 747
Débiteurs divers	787	697
Autres créances d'exploitation	14 691	14 606
Comptes courants (1)	29 034	13 012
Autres créances	0	0
Provisions	0	0
Autres créances diverses	29 034	13 012
Créances d'exploitation nettes	209 215	232 622

(1) poste principalement composé du compte courant d'intégration fiscale (CIR-CICE)

Par ailleurs, l'actif circulant comportait au 31/12/12 une dépréciation de créances d'exploitation pour 253 milliers d'euros, une reprise a été constatée au cours de l'exercice pour un montant de 145 milliers d'euros portant ainsi la dépréciation à 109 milliers d'euros au 31/12/13.

3.6. - Produits à recevoir

Les produits à recevoir sont détaillés ci-après :

	31/12/2013	31/12/2012
Factures à émettre sur contrats	62 855	68 734
Factures à émettre hors contrats	21 699	12 924
Autres produits à recevoir	2 452	2 580
Total	87 006	84 238

3.7. Capitaux propres

Groupe Steria SCA détient 99,99% du capital social.

Situation au 31/12/2012 Actions Ordinaires	991.793	15 Euro
Augmentation de capital	0	15 Euro
Situation au 31/12/2013 Actions Ordinaires	991.793	15 Euro

Le montant du dividende versé net par action sur l'exercice 2013 au titre de l'exercice 2012 est de 20,17 euros.

La variation des capitaux propres est détaillée ci-après :

	31/12/2012	Changement de Méthode	01/01/2013	Affectation du résultat 2012	Dividende	Résultat 2013	31/12/2013
Capital social	14 877		14 877	0	0	0	14 877
Prime d'émission	56 188		56 188	0	0	0	56 188
Prime fusion	49 818		49 818	0	0	0	49 818
Prime d'apport	628		628	0	0	0	628
Réserves	9 207		9 207	0	0	0	9 207
Report à Nouveau	49 992	-812	49 180	-26 871	-20 000		2 309
Ecart de réévaluation (mise en équivalence des titres)	189 812	-189 812	0	0	0	0	0
Résultat de l'exercice	-26 871	0	(26 871)	26 871	0	-14 774	-14 774
Total	343 650	-190 623	153 027	0	-20 000	-14 774	118 253
Dividende versé					20 000		

(1) Changement de méthode de valorisation des titres de participation. Cf faits caractéristiques note (1)

3.8. - Provisions pour risques et charges et dépréciation

	31/12/2012	Changement de Méthode	Dotations	Reprises Provision non utilisée	Reprises Provision Utilisée	31/12/2013
Litiges	1 065	0	696	230	306	1 225
Provision pour risque	0	0	9 280	0	0	9 280
Provisions pour retraite	14 016	0	3 363	0	1 200	16 179
Provision pour restructuration	3 725	0	1 896	570	2 258	2 793
Provision pour remise en état future	162	0	288	0	0	449
Provisions pour perte à terminaison	36	0	50	0	36	50
Autres provisions pour risques et charges	1 297	0	0	0	200	1 097
Provisions pour risques et charges	20 300	0	15 574	799	4 000	31 074
	Exploitation	0	4 378	230	1 742	
	Financier	0	20	0	0	
	Exceptionnel	0	11 176	570	2 258	

Variation Provision pour retraite

Chaque collaborateur de la société a droit à une indemnité de fin de carrière. La convention collective dont dépend la société prévoit que cette indemnité est égale à un cinquième de salaire brut par année de présence dès lors que l'ancienneté du collaborateur est supérieure ou égale à cinq ans.

Hypothèses de calcul de la dette actuarielle des indemnités de fin de carrière et médailles du travail	Indemnités de Fin de Carrière (IFC)	
	31/12/2013	31/12/2012
Taux d'actualisation	3,17%	2,69%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%
Augmentation des salaires	2,00%	2,00%
Age de départ à la retraite	63 ans	63 ans
Dette à la clôture	16.179	14.016
Montants comptabilisés au bilan	Indemnités de Fin de Carrière (IFC)	
	31/12/2013	31/12/2012
Valeur actualisée de l'obligation financée avec corridor	23.316	23.064
Pertes actuarielles non comptabilisées (différence)	4.921	6.613
Coût non comptabilisé des services passés	2.216	2.435
Passif net au bilan (provision après dotation de l'année)	16.179	14.016

Montant enregistrés au compte de résultat	Indemnités de Fin de Carrière (IFC)	
	31/12/2013	31/12/2012
Coût des services rendus au cours de l'exercice	2.286	1.559
Charges d'intérêts	620	743
Coût des services passés	220	220
Amortissement perte et gains actuariels	237	0
Total porté en "frais de personnel"	3.363	2.522
Rendement réel sur actifs du régime		
Passif net à l'ouverture (avec corridor)	14.016	11.927
Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat	3.363	2.522
Prestations payées par l'employeur	-1.200	-437
Passifs acquis dans le cadre de regroupements d'entreprise	0	4
Passif net à la clôture	16.179	14.016

Les charges à payer sont détaillées ci-après :

	31/12/2013	31/12/2012
Intérêts courus sur compte participation	339	975
Intérêts courus	214	199
Factures non parvenues	30 282	30 585
Avoirs à établir	1	60
Charges à payer au personnel	51 312	57 752
Apprentissage/Formation/Effort Construction/Handicapés	6 692	7 282
Taxes à payer Organic/TVTS	1 004	1 069
Autres dettes	139	342
Total	89 982	98 264

3.10. Emprunts et dettes financières

La variation et le détail des emprunts et des dettes financières se présentent comme suit :

	31/12/2012	Augmentation	Diminution	31/12/2013
Emprunts auprès des établissements de crédit	54 299	21 052	0	75 351
dont découverts bancaires	54 299	21 052	0	75 351
Emprunts et dettes financières divers	30 965	16 070	2 690	44 346
dont participation des salariés	4 178	1 814	2 690	3 302
dont groupe et associés	26 785	14 256	0	41 041
dont dépôts reçus	2	0	0	2
Dettes financières	85 264	37 122	2 690	119 698

Les échéances des emprunts et dettes financières sont les suivantes :

	Total	A moins d' 1 an	Entre 1 an et 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	75 351	75 351	0	0
dont découverts bancaires (1)	75 351	75 351	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	44 346	44 343	2	0
dont participation des salariés	3 302	3 302	0	0
dont groupe et associés	41 041	41 041	0	0
dont emprunts	0	0	0	0
dont dépôts reçus	2	0	2	0
Total	119 698	119 693	2	0

(1) Le financement de la société a été assuré par Groupe Steria SCA sous forme, depuis septembre 2012, de « CASH POOLING » Groupe avec la BMG (Bank Mendes Gans) au Pays-Bas.

Les dettes d'exploitation au 31 décembre 2013 se décomposent de la manière suivante :

	31/12/2013	31/12/2012	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs de biens et services et comptes rattachés	65 885	68 019	65 885	0	0
Fournisseurs d'immobilisations et comptes rattachés	1 982	2 304	1 982	0	0
Fournisseurs	67 867	70 323	67 867	0	0
Dettes sociales	80 933	89 466	80 933	0	0
Dettes fiscales	54 571	55 115	52 621	1 950	0
Dettes fiscales et sociales	135 504	144 581	133 554	1 950	0
Autres dettes (y compris dettes sur titres de participation)	1 596	2 563	1 596	0	0
Dettes d'exploitation et dettes diverses	204 967	217 467	203 017	1 950	0

3.12. Solde des opérations réalisées avec les sociétés du Groupe

	31/12/2013	31/12/2012
Immobilisations financières	0	0
Clients	2 882	3 912
Comptes courants débiteurs	29 034	13 012
Fournisseurs	11 441	11 223
Comptes courants créditeurs (1)	41 030	26 785

(1) Variation principalement liée à Mummert pour 10,4 millions d'euros et au programme de titrisation pour 3,9 millions d'euros

3.13. Répartition du chiffre d'affaires par métier et zones géographiques

	Application development	Infrastructure Management	Testing	Consulting SI	Total
France	289 016	215 939	32 644	14 563	552 162
Europe hors France	16 377	5 157	0	0	21 535
Autres	1 077	0	0	0	1 077
TOTAL	306 470	221 096	32 644	14 563	574 774

3.14. Autres produits

Les autres produits s'élèvent, au 31 décembre 2013, à 5.538 milliers d'euros et correspondent essentiellement à des facturations de licences de marques aux filiales du Groupe (Trade Mark) pour 2.983 milliers d'euros, des facturations de loyers pour 410 milliers d'euros, à des facturations de Steria Asia « management fees » pour 225 milliers d'euros à des facturations à Steria Medshore de « management fees » pour 113 milliers d'euros, et des facturations diverses pour 1.883 milliers d'euros.

3.15. Résultat financier

Le résultat financier s'élève à 1.440 K€ et correspond essentiellement aux dividendes reçus pour 6.135 K€, des produits VMP pour 264 K€, des produits d'intérêts/différence de change pour 508 K€, une reprise de dépréciation de titres pour 22 K€, des charges d'intérêts/différence de change pour (2.518) K€ et une provision de dépréciation de titres pour (2.971) K€.

3.16. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice s'élève à (30.5) M€ et comprend principalement :

Les charges exceptionnelles s'élèvent à 33.3 M€ et sont principalement composées de :

- Charges et dotation locaux vacants (3.2) M€ (cf faits caractéristiques note 8)
- Complément sur cession Steria Iberica (1.7) M€ (cf faits caractéristiques note 8)
- Charges et dotation de restructuration (19.3) M€ (cf faits caractéristiques note 8)
- Dotation Ecotaxe (8.0) M€ (cf faits caractéristiques note 5 et note 8)
-

Les produits exceptionnels s'élèvent à 2.8 M€ et sont composées de :

- Reprise provision Locaux Vacants 1.4 M€ (cf faits caractéristiques note 8)
- Reprise dotation restructuration 1.4 M€ (cf faits caractéristiques note 8)

3.17. Fiscalité**3.17.1 - Modalité de répartition de l'impôt sur les sociétés assise sur le résultat de l'ensemble du Groupe.**

Détermination du résultat fiscal de la filiale et constatation de l'impôt dû.

Pour la détermination de la dette d'impôt sur les sociétés de la filiale vis-à-vis de Groupe Steria SCA, et pour les besoins du calcul de la participation et de la réserve spéciale de participation prévues par les articles 7 à 21 de l'ordonnance n° 86-114 du 21 octobre 1986, le résultat fiscal de la filiale est déterminé pour ce qui concerne le régime de droit commun et pour celui des plus-values à long terme, comme si elle était imposée séparément, c'est-à-dire dans les mêmes conditions que si elle n'avait pas appartenu au périmètre d'intégration fiscale.

Pour ce faire, il sera fait référence à la déclaration constituée par les états 2058-A bis et 2058-B bis établis par la filiale.

Il en résulte notamment:

- que ce résultat fiscal de référence et l'impôt théorique qui en découle, ne seront pas affectés par les retraitements éventuels qui devront être effectués dans le cadre du régime fiscal de groupe.
- que la filiale supportera et constatera en comptabilité la seule charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration, après imputation des crédits d'impôts et créances sur le trésor nées du report en arrière des déficits.
- que Groupe Steria SCA disposera sur la filiale d'une créance d'un montant égal à l'impôt théorique sur les sociétés et à l'IFA que la filiale aurait dû régler au Trésor en l'absence d'intégration, les conditions de paiement et d'exigibilité de cette créance étant les mêmes que celles du Trésor.
- que, pour la détermination et le suivi du résultat de référence, le déficit fiscal dégagé par la filiale, avant comme pendant la période d'intégration, sera reportable dans les mêmes conditions de droit commun et viendront s'imputer sur les bénéfices fiscaux dégagés ultérieurement.

Les termes de résultats, bénéfices ou déficits, et d'impôt sur les sociétés, se rapportent indistinctement aux opérations soumises au taux normal de l'impôt sur les sociétés et à celles relevant du taux réduit (régime des plus ou moins-values à long terme).

3.17.2 - Ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre le résultat courant et exceptionnel

	Global	Courant	Exceptionnel Participation
Résultat avant impôt	(30 422)	91	(30 512)
Participation des salariés/Intéressement	0	0	0
Sous-total	(30 422)	91	(30 512)
Charge impôt diverse	(1 502)	(1 502)	0
Crédit impôt	17 150	17 150	0
Sous-total impôt sur le bénéfice	15 648	15 648	0
Résultat net	(14 774)	15 738	(30 512)

La ventilation et le calcul de l'impôt sur les sociétés sont effectués en fonction des produits et charges affectés aux comptes de résultat.

Suite au contrôle fiscal portant sur les exercices 2008-2009 et 2010 un complément de charges à payer de 1.500.000 € a été comptabilisé sur l'exercice 2013 portant ainsi la provision à un montant total de 1.950.000 €.

3.17.3. – Allègement et accroissement de la dette future d'impôt

	Base	Impôt
. Organic	967	
. Provisions pour risques et charges	1 898	
. Provisions pour retraites	3 363	
. Abondement	0	
. Participation des salariés	0	
Total	6 229	2 367 ⁽¹⁾
. Moins-values à long terme		0

1) Calculé au taux de 38,00%

Suite au relèvement de la contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés de 5% à 10,7% en France, le taux d'impôt en vigueur pour les sociétés françaises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros est passé de 36,1% à 38%

Note 4 – ENGAGEMENTS HORS BILAN**I) TABLEAU DES ENGAGEMENTS**

Engagements donnés		Engagements reçus	
- Avals	0	- Avals	
- Cautions bancaires sur baux	2 992	- Cautions bancaires/contrat (co-contractants)	0
- Cautions bancaires sur contrats accordées par les banques	19 570	- Contre-Garanties	0
- Contre-garanties bancaires données aux filiales	0	- Facilités de caisse (Concours Bancaires Courants)	
- Abandons de créances avec clause de retour à meilleure fortune	0	* autorisé (hors cash pooling)	39 500
* relations intra-groupe	0	* utilisé (avec cash pooling)	327
* relations tiers	0		
- Effets escomptés non échus	0	- Crédit moyen terme	
- Dailly		* autorisé (hors cash pooling) OSEO	5 000
* autorisé	0	* utilisé (bilan)	0
* utilisé (bilan)	0	* non utilisé (hors bilan)	5 000
* non utilisé (hors bilan)	0		
- Autres	2 205	- Affacturage	
- Immobilier	72 616	* autorisé	0
- Mobilier	1 489	* utilisé (bilan)	0
Total	98 872	* non utilisé (hors bilan)	0
Engagements donnés		- Abandons de créances avec clause de retour à meilleure fortune	
- DIF**	5 904	* relations intra-groupe	0
- Retraite	23 316	* relations tiers	0
Total	29 220	Total	5 000

Engagements donnés		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
- Avals	0	0	0	0
- Cautions bancaires sur baux	2 992	340	83	2 569
- Cautions bancaires/contrats accordées par banques	19 570	4 920	0	14 651
- Contre-garanties bancaires données aux filiales	0	-32	0	32
- Immobilier	72 616	12 601	42 141	17 874
- Mobilier	1 489	961	528	0
Total	96 667	18 789	42 753	35 126

II) TABLEAU RECAPITULATIF DES OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS

Autres engagements		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
- Lettres de support	0	0	0	0
- Garanties données sur contrats	145 486	25 654	117 707	2 125
- Garanties non bancaires sur baux et crédits baux	0	0	0	0
- Steria Ltd	0	0	0	0
- Risques RH				
- provisionnés				
- non provisionnés				
- Risques Contrats / projets				
- provisionnés				
- non provisionnés				
- Risques Financiers				
- provisionnés				
- non provisionnés				
Total	145 486	25 654	117 707	2 125

Le crédit DIF disponible de 420.323 heures représente en euros un montant de 5.904.421 € au 31 décembre 2013.

STERIA ne constate pas de provision au titre du Droit Individuel de Formation, considérant l'existence d'une contrepartie future (conformément à la politique du groupe), les formations prises au titre du Droit Individuel de Formation répondent à un besoin de développement de compétences dans les domaines d'activité de STERIA. Par ailleurs, les demandes de formation déposées par des salariés ayant quitté l'entreprise ou exemptés d'activité en fin de carrière sont négligeables.

AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN :

Steria , de même que toutes les autres filiales du Groupe, bénéficie d'une police « Master » Responsabilité civile générale et professionnelle (Différence de conditions/Différences de limites) souscrite par Groupe Steria SCA, et prévoyant une limite contractuelle d'indemnité générale de 135.000.000 euros par sinistre et par année d'assurance.

De même, elle bénéficie des polices groupe « Master » dommages et pertes d'exploitation et prévoyant une limite contractuelle d'indemnité générale (tous dommages et pertes d'exploitation confondus) de 100 000 000 euros par an et par sinistre.

ENGAGEMENTS COMPLEXES :

➤ *Engagement liés à des transmissions d'entreprises : garanties*

- Garanties données par Steria dans le cadre de la cession de la société Steria Iberica

Dans le cadre de la cession de sa filiale Steria Iberica, Steria a consenti à l'acquéreur (Aurelius Sustainability Advancement GmbH) , en date du 20 octobre 2012, une garantie d'actif et de passif, limitée à certains cas d'indemnisations et plafonnée à 500 K€. Cette garantie a été donnée pour une durée de 18 mois à l'exception des sujets sociaux et fiscaux pour lesquels les délais de prescriptions légaux sont applicables.

- Garanties reçues par Groupe Steria SCA et Steria pour l'acquisition de Mummert Consulting:

Groupe Steria SCA a conclu une garantie de passif conclue à des conditions usuelles.

La garantie de passif a pris fin le 11 janvier 2007, excepté pour les sujets sociaux et fiscaux pour lesquels elle expirera en janvier 2015.

Les autres engagements donnés ou reçus sont non significatifs.

Note 5 – LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et Participations	Devises	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus en Keuros			Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (1)	Montant des cautions et avoirs donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
		Kdevises	Kdevises	Kdevises	Brute	Prov	Total	en Keuros		Kdevises	Kdevises	en Keuros
Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus												
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société) mises en équivalence												
- U-SERVICES	Eur	116	4	100%	205	-128	77	(71)		0	(35)	0
- STERIA ASIA	SGD	2 000	3 432	100%	1 190	0	1 190	0		8 451	926	593
- STERIA BENELUX SA/NV	Eur	7 000	4 599	100%	17 502	0	17 502	0		33 380	812	542
- STERIA A/S-DENMARK	DKK	18 000	6 292	100%	3 210	0	3 210	0		190 067	(5 208)	0
- STERIA A/S-NORWAY	NOK	20 000	59 626	100%	4 303	0	4 303	0		1 182 734	40 396	2 893
- STERIA AB SWEDEN	SEK	7 000	22 662	100%	9 663	-2 936	6 727	0		148 074	(13 017)	0
- STERIA SCHWEIZ AG	CHF	3 300	1 650	99%	12 002	0	12 002	0		38 622	2 562	2 018
- STERIA HOLDINGS LIMITED	GBP	14 259	42 850	100%	27 218	0	27 218	0		0	0	0
- STERIA MUMMERT CONSULTING	Eur	10 000	3 230	100%	141 668	0	141 668	(37 057)		229 060	1 433	0
- STERIA MEDSHORE	MAD	7 000	-8 469	100%	1 925	-697	1 228	909		20 095	-660	0
SOUS-TOTAL					218 886	-3 760	215 125	-36 219				6 046
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)												
- IN TEST	Eur	300	NC	19%	58	0	58	0		NC	NC	23
- DIAMIS	Eur	3 235	452	40%	1 294	0	1 294	0		7 112	516	66
TOTAL					220 238	-3 760	216 477					6 135

(1) un montant négatif signifie que la filiale prête à Steria

Les informations données aux colonnes Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat, Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos et Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) correspondent aux données de consolidation au 31 décembre 2013 du périmètre du Groupe Steria SCA

Note 6 – EFFECTIF MOYEN

Le nombre moyen de personnes employées par STERIA SA se ventile de la façon suivante :

	31/12/2013	31/12/2012
Cadres	4 915	5 076
Non cadres	1 336	969
Total	6 251	6 045

Note 7 : CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

Rubriques	31/12/2013	31/12/2012	Variation
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	9 376	26 285	-16 909
+ Transferts de charges d'exploitation	0	0	0
+Autres produits d'exploitation	5 538	7 360	-1 822
- Autres charges d'exploitation	7 606	7 127	479
+ Quote-part de résultat sur opérations faites en commun			0
+ Produits financiers	6 929	19 080	-12 150
- Reprises sur provisions financières	22	0	22
- Charges financières	5 489	1 983	3 506
+ Dotations aux amortissements et provisions financières	2 991	4	2 986
+ Produits exceptionnels	2 833	17 857	-15 024
- Produits des cessions d'éléments d'actif	0	572	-572
- Subventions d'investissement rapportées au résultat			0
- Reprises sur provisions exceptionnelles	2 828	14 485	-11 657
- Charges exceptionnelles	33 345	88 462	-55 117
+ Valeur comptable des immobilisations cédées	606	58 064	-57 458
+ Dotations aux amortissements et provisions exceptionnels	11 176	2 755	8 421
- Participation	0	2 329	-2 329
- Impôts sur les bénéfices	-15 648	-9 183	-6 465
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	5 807	25 629	-19 822
RESULTAT NET COMPTABLE	-14 774	-26 871	12 098
+ Dotations aux amortissements et provisions	24 941	12 187	12 754
- Reprises sur amortissements et provisions	4 966	17 179	-12 213
- Résultat sur cession des éléments actif	-606	-57 492	56 886
- Subventions d'investissements rapportées au résultat	0	0	0
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	5 807	25,629	-19 822

Note 8 : TABLEAU DE FINANCEMENT

EMPLOIS	31/12/2013	31/12/2012	RESSOURCES	31/12/2013	31/12/2012
Distrib. Mise en paiement en cours d'exercice	20 000	24 000	Capacité d'autofinancement de l'exercice	5 807	25 629
Acquisitions éléments actif immobilisé			Cessions éléments actif immobilisé		
- Immobilisations incorporelles	3 131	1 583	- Immobilisations incorporelles	0	0
- Immobilisations corporelles	5 071	9 366	- Immobilisations corporelles	0	0
- Immobilisations financières	8 945	7 812	- Immobilisations financières	206	3 314
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
- Capital ou apports			- Capital ou apports	0	0
- Autres capitaux propres			- Autres capitaux propres	0	0
Remboursements des dettes financières	23 460	88 752	Augmentations des dettes financières	20 817	
Total Emplois	60 607	131 513	Total Ressources	26 830	28 943

Ressources Nettes			Emplois Nets	33 777	102 570
--------------------------	--	--	---------------------	---------------	----------------

VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	BESOINS (B)	DEGAGEMENTS (D)	31/12/2013 (D) - (B)	31/12/2012
VARIATIONS D'EXPLOITATION				
Variations des actifs d'exploitation				
- Stocks et en-cours	10 636			
- Avances et acomptes versés sur commandes	322			
- Créances clients, comptes rattachés et autres créances		1 869		
Variations des dettes d'exploitation				
- Avances et acomptes reçus sur commandes				
- Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes		23 952		
TOTAUX EXPLOITATION	10 958	25 821		
A - VARIATION NETTE EXPLOITATION			14 863	26 537
VARIATIONS HORS EXPLOITATION				
- Variations des autres débiteurs		8		
- Variations des autres créditeurs	851			
TOTAUX HORS EXPLOITATION	851	8		
B - VARIATION NETTE HORS EXPLOITATION			-843	186
TOTAL (A) - (B) DEGAGEMENT NET DE FONDS DE ROULEMENT			14 019	26 723
VARIATIONS TRESORERIE				
- Variations des disponibilités	1 294			
- Variations concours bancaires courants, soldes crédit banques		21 052		
TOTAUX TRESORERIE	1 294	21 052		
C - VARIATION NETTE TRESORERIE			19 758	75 847
VARIATION FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (A+B+C) : RESSOURCE NETTE			33 777	102 570

Note 9 – EVENEMENTS POST-CLOTURE

Aucun évènement significatif, susceptible de remettre en cause les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, n'est intervenu entre le 1^{er} janvier 2014 et la date d'arrêté des comptes.

STERIA

Société Anonyme au capital de 14 876 895 euros

Siège Social : 12, rue Paul Dautier

78140 VELIZY VILLACOUBLAY

309 256 105 RCS Versailles

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 20 MAI 2014

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée générale conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société, à l'effet de vous rendre compte des résultats de la gestion de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et de soumettre à votre approbation les comptes dudit exercice.

Les convocations prescrites vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

I. SITUATION DE LA SOCIETE ET ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE 2013

I.1 Situation de la société et son activité au cours de l'exercice 2013 – Progrès réalisés et difficultés rencontrées

Comme pressenti fin 2012, l'année 2013 a été particulièrement difficile pour Steria : un développement commercial en deçà des attentes, un fort niveau d'intercontrats en début de période et des difficultés sur la production de certains projets ont émaillé l'année.

En 2013, Steria France a enregistré un recul de ses activités de 7,2 % sur un marché en recul moyen de 1,3% sur la période. L'évolution du chiffre d'affaires doit cependant s'analyser compte tenu de l'évolution atypique des contrats Schengen et Ecotaxe entre 2012 et 2013. Les activités hors Ecotaxe et Schengen reculent de 2,2% entre 2012 et 2013. Cette évolution est essentiellement liée à la conjonction de tensions encore accrues sur les prix de vente (entre 1% et 5% de baisses de prix observées sur les activités en régie) et la baisse des volumes.

La prise de commande de l'année est en recul de 19,5% vs 2012, témoin des tensions économiques des secteurs sur lesquels Steria opère : marchés publics (réduction drastique des budgets en 2013), secteurs Banque et Assurance (année 2013 consacrée à la préservation de leurs résultats au détriment des projets informatiques) ou encore le secteur des Télécoms.

Les tensions économiques de l'année ont généré un fort niveau d'intercontrats en début d'année 2013 qui a été progressivement résolu pour arriver à un niveau proche de l'année 2012 en fin 2013.

Steria a également eu à faire face à des difficultés sur la production de certains projets qui ont nécessité des réalignements des budgets de projets avec des impacts significatifs sur le résultat.

Enfin, dans la continuité des actions engagées depuis 3 ans, de nouvelles charges immobilières sont venues alourdir le compte d'exploitation. Ces projets immobiliers, tous engagés courant 2012, conservent toute leur pertinence mais n'ont pas bénéficié d'un climat économique porteur où la croissance devait absorber cette augmentation de coûts.

Le taux de marge opérationnelle réalisé par Steria SA est en recul par rapport à 2013 avec - 0,23% réalisés contre 3,2% en 2012. La rentabilité est dégradée du fait du tassement des activités face à des charges fixes qui n'ont pas sensiblement diminué au cours de l'année. Cependant, afin de limiter la dégradation de la rentabilité, des mesures conservatoires ont été prises :

- Augmentations de salaires limitées aux actions de rétention ou de promotion
- Limitation du volume de Primes sur Objectifs au titre de 2013 (4,6 M€ hors charges)
- Durcissement de la politique de Voyage en 2013 qui a généré une économie annuelle de l'ordre de 1 M€
- Renégociation des accords de téléphonie mobile qui a généré une économie annuelle de 0,3 M€ environ

Le secteur Finance et les activités IM ont connu les plus grosses difficultés en 2013 et représentent le principal enjeu économique pour l'année 2014.

Enfin l'année 2013 a été marquée par les évènements suivants :

- Fin du déménagement des Data Centers de Sophia Antipolis vers le site DATA IV de Marcoussis
- Contrat Ecotaxe : En date du 31 décembre 2013, Steria a décidé, compte tenu du contexte politique incertain entourant le projet Ecotaxe, de capitaliser les coûts afférents à des prestations de services réalisées, pour une valeur de 10,1 millions d'euros. Par ailleurs, au 31 décembre 2013, Steria a également décidé, par prudence, de provisionner 8,0 millions d'euros, au titre du même projet, pour faire face au risque qu'il ne puisse pas recouvrer en totalité des prestations de services réalisées. Au compte de résultat, ce montant a été comptabilisé par une dotation exceptionnelle.
- Fin des projets immobiliers de Sophia et Rennes, poursuite du projet Roanne (livraison en H1 2014).

- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Depuis le 1^{er} janvier 2013, cette méthode est également retenue pour évaluer les titres de participation, en lieu et place de la méthode d'évaluation par équivalence. La société a en effet abandonné cette méthode dérogatoire dans le cadre d'un changement de méthode comptable pour revenir à la méthode des coûts historiques. Ce changement étant réalisé au 1^{er} janvier 2013, il a une incidence sur les capitaux propres d'ouverture ainsi que sur la valeur des titres (valeur brute et dépréciation) à cette date.
- Conformément à la loi, à compter du 1^{er} janvier 2013 la société Steria bénéficie d'un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), à ce titre et selon les règles de calcul en vigueur un montant de 6,6 M€ a été comptabilisé en crédit d'impôt sur l'exercice 2013.
- Au cours de décembre 2013, le Groupe a mis en œuvre un programme de titrisation de créances commerciales. Ce programme est géré centralement par Groupe Steria SCA pour une durée de cinq années et permet à Steria SA et à certaines entités opérationnelles au Royaume-Uni de céder mensuellement un volume global de créances pouvant atteindre un équivalent de 70 millions d'euros. Concernant Steria SA le volume global de créances peut atteindre 65 millions d'euros. L'organisation et la structure du programme a conduit à transférer la propriété des créances à l'établissement bancaire et donc à sortir ces créances du bilan.

Au 31 décembre 2013, le montant des créances déconsolidées au travers de ce programme s'élève à 31,782 milliers d'euros en France pour Steria.

- Lancement du projet d'entreprise èRe 2016. Ce projet a pour ambition de faire de Steria le partenaire de confiance de référence de nos clients pour une transformation partagée et créatrice de valeur. Ce projet s'articule autour de 3 thèmes :
 - la croissance (stratégie de grands comptes, mise en avant de nos partenaires stratégiques, focalisation sur les métiers de l'Application Management),
 - la Valeur (développement du Conseil, des Domaines d'Excellence et alignement de l'offre IM sur des services à plus forte valeur ajoutée)
 - l'efficacité et la productivité (alignement de nos ressources aux attentes du marché, réorganisation profonde IMSL, mise en place d'une direction du développement centrale en charge de la mise en œuvre de la stratégie Business).

I-2 Examen des comptes

Présentation des comptes

Nous allons maintenant vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Le chiffre d'affaires net s'élève à 574 774 K€ contre 619 836 K€ pour 2012 soit un recul de 7,2 %.

La répartition du chiffre d'affaires par métiers et zones géographiques est la suivante :

En K€	Application development	Infrastructure management	Testing	Consulting SI	Total
France	289 016	215 939	32 644	14 563	552 162
Europe (hors France)	16 377	5 157	0	0	21 535
Autres	1 077	0	0	0	1 077
Total	306 470	221 096	32 644	14 563	574 774

Les charges d'exploitation font apparaître un montant de 596 178 K€ contre 610 806 K€ en 2012.

Les principaux postes de charges sont les suivants :

- des achats et charges externes pour 148 673 K€ contre 166 842 K€ en 2012. Les coûts de sous-traitance ont été de 76 361 K€ contre 100 496 K€ en 2012, soit une diminution de 24,00 % ;
- des impôts, taxes et versements assimilés pour 25 056 K€, contre 25 763 K€ en 2012 ;
- des charges de personnel d'un montant de 404 068 k€ contre 401 646 K€ en 2012 ;
- des dotations aux amortissements et provisions de 10 774 K€ contre 9 428 K€ pour 2012 ;
- des autres charges, essentiellement liés au «management fees» versés à Groupe Steria SCA pour 7 606 K€ contre 7 127 K€ en 2012.

Le résultat d'exploitation se solde ainsi par un bénéfice de -1 349 K€ contre 19 784 K€ en 2012.

Les produits financiers s'élèvent à 6 929 K€ provenant essentiellement :

- des produits financiers de participation (dividendes perçus des filiales pour 6 135 K€ contre 17 955 K€ en 2012) ;
- des intérêts et produits assimilés pour 393 K€.

Les charges financières sont de 5 489 K€ et le résultat financier fait apparaître un bénéfice de 1 440 K€ contre 17 096 K€ en 2012.

Le résultat exceptionnel d'un montant de -30 512 K€ est constitué des principaux éléments suivants :

- Charges et dotations nettes locaux vacants 1,82 M€ ;
- Complément sur cession Steria Iberica 1,7 M€ ;
- Charges nettes de restructuration liées à l'adaptation des ressources dans le cadre de la réorganisation de l'offre de services, pour 17,9 M€ ;
- Dotation exceptionnelle de 8,0 M€ pour Ecotaxe.

La charge d'impôt sur les sociétés s'élève à -15 648 K€ contre -9 183 K€ en 2012.

Compte tenu de ces éléments, le résultat net comptable de l'exercice s'établit à -14 774 K€ contre -26 871 K€ en 2012

Le montant des frais généraux visés à l'article 27 de la Loi du 12 juillet 1965 inclus dans le bénéfice imposable s'élève à 26 595 €.

Information sur les délais de paiement

Conformément aux dispositions des articles L 441-6-1 et D 441-4 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les informations suivantes :

Au 31 décembre 2013 le solde des dettes à l'égard des fournisseurs s'élève à 33 596 929 €, comprenant des dettes intra-groupes à hauteur de 10 348 406 €.

La ventilation des dettes par échéances se répartit comme suit :

Échéances	Total dettes	Dettes non échues			Dettes échues				
		- 30 jours	30 à 60 jours	60 jours	30 jours	30 à 60 jours	60 à 90 jours	90 à 120 jours	120 jours
Dettes groupe	10 450 982	9 825 234	441 023	96 660	35 064	42 107	0	0	10 894
Dettes hors groupe	25 151 109	12 476 734	2 088 272	177 203	4 974 293	2 218 874	372 908	326 589	2 410 139
Total dettes	35 602 591	22 301 968	2 529 293	273 863	5 115 955	2 260 981	372 908	326 589	2 421 032
en %	100,00%	62,64%	7,11%	0,76%	14,37%	6,35%	1,05%	0,92%	6,80%

La ventilation des dettes par échéances au 31 décembre 2012 s'est répartie comme suit :

Échéances	Total dettes	Dettes non échues			Dettes échues				
		- 30 jours	30 à 60 jours	60 jours	30 jours	30 à 60 jours	60 à 90 jours	90 à 120 jours	120 jours

Dettes groupe	10 275 177	9 763 838	107 997	-	63 599	91 918	14 551	43 027	190 247
Dettes hors groupe	27 211 371	4 821 273	13 707 355		4 229 432	1 899 370	351 882	156 985	2 045 074
Total dettes	37 486 548	14 585 111	13 815 352	-	4 293 031	1 991 288	366 433	200 012	2 235 321
en %	100,00%	38,91%	36,85%	0,00%	11,45%	5,31%	0,98%	0,53%	5,96%

Dépenses non déductibles fiscalement.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous informons que les comptes 2013 font apparaître des dépenses et charges non déductibles (article 39-4 du Code général des impôts) pour un montant de 490 205 € correspondant aux loyers excédentaires sur les véhicules de tourisme. L'impôt correspondant représente un montant de 186 278 €.

Proposition d'affectation du résultat

Il résulte des comptes que nous soumettons à votre approbation que le résultat net de l'exercice s'élève à – 14 773 687,17 euros. Nous vous proposons d'affecter cette perte au compte « report à nouveau » dont le solde, après affectation, s'élève ainsi à – 12 463 930,39 euros.

Compte tenu de cette affectation les capitaux propres s'élèvent à 118 253 466,07 €.

Conformément à la loi, l'Assemblée générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents, l'abattement correspondant, ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET	Abattement
31 décembre 2010	25,20 €	Au taux en vigueur à cette date
31 décembre 2011	45,37 €	Au taux en vigueur à cette date
31 décembre 2012	20,17 €	Au taux en vigueur à cette date

Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au présent rapport, est joint, le tableau faisant apparaître les résultats de notre société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

1.3 Filiales et participations

Activité des filiales au cours de l'exercice 2013

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires de l'exercice a reculé de 1,4% à taux de change et périmètre constants. Un changement de tendance a été néanmoins enregistré au cours du second semestre, ce qui préfigure une bonne dynamique de croissance pour les trimestres à venir. Steria a, en effet, renforcé son leadership dans l'accompagnement des administrations pour leur transformation notamment dans le secteur de la police, de la justice, de la santé et auprès du Cabinet Office lui-même. Dans le secteur Energie-Utilities / Telco-Media / Transport, la dynamique a également été favorable avec une forte croissance. A fin décembre 2013, le ratio de prises de commandes sur chiffre d'affaires était de 1,19 (0,82 au 31 décembre 2012). Dans les activités cycliques le ratio était de 0,92 au 31 décembre 2013.

En Allemagne, le chiffre d'affaire s'est contracté de 1,6%. La croissance du quatrième trimestre a notamment souffert d'un effet de comparaison particulièrement défavorable résultant d'une activité soutenue au quatrième trimestre de 2012. Le secteur public a affiché une dynamique soutenue tout au long de l'année alors que le secteur bancaire s'est légèrement tassé et que le secteur Energie-Utilities / Telco-Media / Transport a été négativement orienté. Au 31 décembre 2013, le ratio de prises de commandes sur chiffre d'affaires était de 0,95 (1,13 au 31 décembre 2012).

Dans la zone Autre Europe, la croissance organique a été forte (+5,7%), notamment dans le secteur public et le secteur Energie-Utilities / Telco-Media / Transport. La Scandinavie a connu une dynamique particulièrement soutenue (croissance organique de 13,3%). Fort de plusieurs années consécutives de croissance élevée, cette zone scandinave a atteint un chiffre d'affaires dorénavant proche de 200 M€.

Acquisition – Cession de participations

Aucune participation n'a été acquise ni cédée au cours de l'exercice 2013

La société STERIA ASIA, filiale à 100% de la société STERIA SA, a fait l'objet d'une augmentation de capital, en date du 30 octobre 2013, de 1.000.000 \$ singapouriens avec émission de 1.000.000 d'actions d'une valeur de 1 \$ singapourien. La valeur des titres ainsi détenus par STERIA de la société STERIA ASIA est passée de 596.115 € à 1.189.587 €.

La liste des sociétés contrôlées par Steria SA figure dans la note 5 des Annexes aux Etats financiers.

Aucune des sociétés contrôlées par STERIA ne détient de participation dans cette dernière.

1.4 Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Les perspectives 2014 sont incertaines. Nos taux d'activité, qui s'étaient redressés fin 2013, sont en recul et connaissent une nouvelle dégradation au début de l'année 2014.

Par ailleurs, les incertitudes confirmées sur la poursuite du projet Ecotaxe, pèsent sur la rentabilité du début de l'année.

Le budget 2014 a été établi sur la base d'une croissance à 4% essentiellement portée par les activités de Conseil, IMSL et les offres à forte valeur (AM, Test, Domaines d'excellence) et la poursuite de l'ensemble des actions en vue d'une amélioration continue de notre rentabilité, en particulier pour les projets ayant posé des problèmes en 2013. Le budget intègre une poursuite des investissements sur notre outil de production distribuée et sur les actions de vente et d'avant-vente.

Les tensions économiques du début d'année nous obligent à maintenir une politique très serrée de contrôle des coûts et, le cas échéant, de report de certains investissements. L'année 2014 est également marquée par la mise en place d'une nouvelle organisation au service de la stratégie déclinée dans le projet d'entreprise èRe 2016. Cette nouvelle organisation est caractérisée par la volonté :

- De simplifier et fluidifier les échanges inter entités
- De favoriser le développement de nos grands clients et de nos offres de valeur (conseil & solutions)
- De renforcer le pilotage national et la proximité régionale pour une efficacité commerciale accrue
- De dynamiser nos activités en mode transverse et collaboratif au service de nos clients, du déploiement des Domaines d'Excellence et des grandes affaires de transformation.
- De simplifier l'organisation des activités IMSL

1.5 Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun évènement significatif, susceptible de remettre en cause les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, n'est intervenu entre le 31 décembre 2013 et la date d'arrêté des comptes.

1.6 Activité de recherche et de développement

La Société n'a effectué, au cours de l'exercice écoulé, aucune activité en matière de recherche et développement comptabilisée en immobilisation au cours de l'exercice 2013. Les dépenses d'innovation et de développement des offres du Groupe sont, de façon générale, prises en charge dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

II RESPONSABILITE SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE ET SOCIETALE

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1-6^{ème} alinéa du code de commerce, la société n'est pas tenue de publier les informations sociales environnementales et sociétales visées au 5^{ème} alinéa de cet article la concernant, dans la mesure où ces informations sont détaillées dans le rapport de gestion de la société Groupe Steria SCA figurant dans la Document de référence 2013 disponible sur le site internet du groupe (www.steria.com).

III. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques liés à l'activité de Steria SA demeurent :

- Les risques liés aux orientations stratégiques et à l'adaptation de nos ressources et de nos modèles de production. Les orientations stratégiques s'appuient également sur des postulats de maturité du marché aux modèles de production distribués et sur notre capacité à proposer des solutions compétitives.

- Les risques liés aux projets (*management* et *delivery*) qui restent le cœur de l'activité d'une SSII. A ce jour, des directives et process ont été mis en place pour anticiper de tels risques via une plus grande maîtrise des propositions et des contrats. Les risques identifiés sont également suivis de façon régulière par les équipes opérationnelles en charge des projets assistées des équipes fonctionnelles dédiées (Direction des ressources humaines, Direction des risques, Direction Juridique, Direction de l'audit interne). Les risques majeurs sont répertoriés et consolidés lors du Comité des risques ;

Les risques fiscaux : la société a fait l'objet d'un contrôle fiscal pour les exercices 2008 à 2010. Les principaux chefs de redressement concernent le crédit d'impôt recherche. Steria a rejeté les conclusions initiales de l'administration fiscale et a entamé une procédure de conciliation. A ce stade, Steria a comptabilisé en 2013 une charge à payer de 1.500 milliers d'euros portant ainsi le total de la provision à 1.950 milliers d'euros, correspondant à sa meilleure estimation du risque.

- Les risques liés aux ressources humaines, et plus précisément l'employabilité et l'engagement des collaborateurs dans un contexte où les politiques salariales sont très tendues ;
- Les risques liés aux systèmes d'information, et au plan de continuité mis en place ;
- Les risques liés à nos accords de partenariat dans le cadre de projets clients ou à nos accords avec des fournisseurs (dépendance, pénurie...)
- Les risques de fraude.

Des plans d'action sont identifiés et en cours de déploiement pour sécuriser l'ensemble des positions risquées identifiées. Ces actions sont suivies et contrôlées dans le cadre du Comité Risques France qui se réunit chaque mois.

A ces risques d'entreprise s'ajoute le risque lié aux décisions politiques autour du projet Ecotaxe et des conséquences financières induites en fonction des décisions qui seront prises. Les négociations entre les partenaires et l'Etat sont intenses depuis le dernier trimestre 2013 et l'aboutissement est attendu pour la fin du premier trimestre 2014 au plus tôt, fin du premier semestre au plus tard.

IV. INFORMATIONS SUR LE CAPITAL SOCIAL

IV.1 Répartition du capital

Le capital social n'a pas été modifié au cours de l'exercice 2013. Il reste donc fixé à 14 876 895 euros. Il reste détenu par Groupe Steria SCA à hauteur de 99,9%.

IV.2 Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce nous vous informons que les salariés ne détiennent aucune participation au capital de la société Steria SA au 31 décembre 2013.

Nous vous rappelons l'intérêt porté par le Groupe à l'intéressement des salariés au développement du groupe et à la mise en place, chaque année, d'opérations d'augmentation de capital réservées aux salariés du groupe par la société Groupe Steria SCA.

IV.3 Délégations accordées au conseil d'administration par l'Assemblée générale dans le domaine des augmentations de capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune délégation de compétence ou de pouvoir n'a été accordée par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société au cours de l'exercice dans le domaine des augmentations de capital par application des articles L. 225-129-1 et 2 du Code de commerce.

V. CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 26 septembre 2013, a autorisé, selon la procédure des conventions réglementées, la conclusion des contrats cadre de cession et de recouvrement de créances conclus dans le cadre du programme de titrisation de créances mis en place au sein du groupe fin 2013 et auxquels les sociétés Steria SA et groupe Steria SCA sont parties

Cette convention sera mentionnée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes et soumise au vote de l'assemblée générale ordinaire du 20 mai prochain.

Aucune convention antérieurement conclue ne s'est poursuivie au cours de l'exercice 2013.

VI. CONTROLE ET ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

VI.1 Mandats d'administrateurs

Les mandats de Monsieur François Enaud, de Madame Catherine Gaudoin et de la société Groupe Steria SCA viennent à échéance à l'issue de la prochaine assemblée générale. Nous vous proposons de renouveler ces mandats pour une nouvelle période de quatre années. Nous vous proposons par ailleurs de compléter l'effectif du Conseil par la nomination en qualité de nouveaux administrateurs de Monsieur John Moran et de Monsieur Laurent Lemaire, pour une durée de quatre années. La société Groupe Steria représentée à ce jour par Monsieur Laurent Lemaire serait représentée par Madame Sophie Dangu.

VI.2 Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous présentons en annexe la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés au sein de la Société par chacun des mandataires sociaux.

VII. REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice, aux mandataires sociaux détenant un mandat dans une société cotée, tant par la Société que par des sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce et par la société contrôlant celle dans laquelle ils exercent leur mandat.

Est concerné par ces dispositions :

- Monsieur François ENAUD, Président Directeur Général de la société et Gérant de Groupe STERIA SCA,

Rémunération versée par la société STERIA SA

Monsieur François Enaud ne perçoit aucune rémunération de Steria SA.

Rémunération versée par la société Groupe STERIA SCA

	Exercice 2012		Exercice 2013	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<i>Rémunération fixe</i>	410 000 €	410 000 €	410 000 €	410 000 €
Rémunération variable annuelle	208 000 €	321 736 €	129 340 €	208 000 €
Rémunération variable pluriannuelle	néant	néant	néant	néant
Rémunération exceptionnelle	néant	néant	néant	néant
Jetons de présence	néant	néant	néant	néant
Avantages en nature	néant	néant	néant	néant
TOTAL	618 000 €	731 736 €	539 340 €	618 000 €

Le Conseil d'administration,

François Enaud
Président du Conseil

ANNEXE I

LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS DES ADMINISTRATEURS

François Enaud

54 ans

Mandats et fonctions au cours de l'exercice écoulé :

Au sein du Groupe :

Gérant Exécutif Groupe Steria SCA

Président-Directeur général et administrateur de Steria SA

Président et Administrateur de Steria Holdings Limited (Royaume-Uni)

Administrateur de Steria UK Limited (Royaume-Uni)

Président du conseil de surveillance de Steria Mummert Consulting GmbH (Allemagne)

Hors Groupe :

Administrateur d'Arkema (France)

Président du Conseil d'administration de l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives ANSA (France)

Administrateur de FONDACT

Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années :

Au sein du Groupe :

Président et administrateur de Steria Iberica (Espagne)

Administrateur de Steria Limited (Royaume-Uni)

Administrateur de Steria Services Limited (Royaume-Uni)

Hors Groupe :

Laurent LEMAIRE

47 ans

Mandats et fonctions au cours de l'exercice écoulé :

Au sein du Groupe :

Senior Executive Vice-President, Directeur Financier Groupe

Membre du Conseil d'administration de Steria SA (France)

Membre du Conseil d'administration de Steria Services Limited (Royaume-Uni)

Membre du Conseil d'administration de Steria Limited (Royaume-Uni)

Membre du Conseil de surveillance et Vice-Président de Steria Mummert Consulting GmbH (Allemagne)

Membre du Conseil d'administration de Steria Malaysia Sdn Bhd (Asie)

Membre du Conseil d'administration de Steria Hong Kong Ltd (Asie)

Hors Groupe :

Membre du Conseil d'administration DA (+ STEP Palaiseau)

Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années :

Au sein du Groupe :

Membre de du Conseil d'administration de Steria Belux SA/NV (Belgique)

Membre du Conseil d'administration de Steria Asia Pte Ltd

Président et Membre du Conseil d'administration de Steria Iberica (Espagne)

Hors Groupe :

Olivier VALLET

49 ans

Mandats et fonctions au cours de l'exercice écoulé :

Au sein du Groupe :

Senior executive Vice-President, CEO France

Membre du Conseil d'administration de STERIA SA (France)

Membre du Conseil d'administration de Steria Belux SA/NV (Belgique)

Membre du Conseil d'administration et Président de Steria Medshore SAS (Maroc)

Hors Groupe :

Membre du Conseil d'administration du Syntec Numérique

Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années :

Au sein du Groupe :

Membre du Conseil d'administration de Steria A/S (Danemark)

Membre du Conseil d'administration de Steria A/B (Sweden)

Président du Conseil d'administration de Steria A/S (Norvège)

Membre du Conseil d'administration de Steria Iberica (Espagne)

Membre du Conseil d'administration de Steria Polska Sp Zoo

Membre du Conseil d'administration de DIAMIS SA (France)

Membre du Conseil d'administration de Steria T & P Consulting (France)

Membre du Conseil d'administration de Steria Asia Pte Ltd (Asie)

Membre du Conseil d'administration de Steria Malaysia Sdn Bhd (Asie)

Membre du Conseil d'administration de Steria Hong Kong Ltd (Asie)

16/19

Hors Groupe :

Catherine GAUDOIN

45 ans

Mandats et fonctions au cours de l'exercice écoulé :

Au sein du Groupe :

Directeur Administratif et Financier France

Membre du Conseil d'administration de STERIA SA (France)

Représentant permanent titulaire de Steria à l'AG d'Eurocis

Représentant permanent de Steria en tant qu'administrateur de DIAMIS

Hors Groupe :

Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années :

Au sein du Groupe :

Hors Groupe -----

ANNEXE II

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**STERIA SA RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (En euros)**

Etats Financiers au 31 décembre 2013

Date d'arrêté	31/12/2012	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	14 876 895	14 876 895	14 876 895	14 876 895	14 876 895
Nombre d'actions ordinaires	991 793	991 793	991 793	991 793	991 793
<i>Nombre maximum d'actions à créer</i>					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	574 773 956	619 836 358	581 562 658	546 044 601	523 683 531
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions	-10 446 857	-38 716 674	52 489 654	21 922 419	47 312 057
Impôts sur les bénéfices	-15 647 865	-9 183 056	-1 663 423	2 250 532	3 973 629
Participation des salariés	0	2 329 197	2 576 532	2 605 412	0
Dotations aux amortissements provisions	19 974 695	-4 991 540	5 402 864	16 025 470	18 000 027
Résultat net	-14 773 687	-26 871 275	46 173 680	1 041 005	25 338 401
Résultat distribué	20 000 000	24 000 000	21 000 000	25 000 000	24 000 000

RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dotations aux amortissements et provisions	5	-32	52	17	44
Résultat après impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions	-15	-27	47	1	26
Dividende attribué	20	24	21	25	24
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	6 251	6 057	5 763	5 613	5 649
Masse salariale	276 414 141	274 793 315	259 411 507	252 266 448	250 094 358
Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales,)	127 654 454	126 852 718	119 775 616	115 334 103	116 081 364

